

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 20 (1902)
Heft: 90

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.02.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:
Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2^{es} Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden.
Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:
Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.
Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich, ausgenommen Sonn- und Feiertage.	Redaktion und Administration im Eidgenössischen Handelsdepartement.	Rédaction et Administration au Département fédéral du commerce.	Paraît 1 à 2 fois par jour, les dimanches et jours de fête exceptés.
Annoncen-Pacht: Rudolf Mosse, Zürich, Bern etc. Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).		Régie des annonces: Rodolphe Mosse, Zurich, Berne, etc. Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).	

Inhalt — Sommaire

Titre disparu (Abhanden gekommener Werttitel). — Domicile juridique (Rechtsdomizil). — Handelsregister. — Register du commerce. — Schweizerische Emissionsbanken: Notenverkehr; Monatsbilanz; Generalmonatsbilanz. — Banques d'émission suisses: Mouvement de billets; Bilan mensuel; Bilan général mensuel. — Anleihen der verstaatlichten schweizerischen Eisenbahnen.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Abhanden gekommene Werttitel. — Titres disparus. — Titoli smarriti.

Au détenteur inconnu d'un certificat de dépôt, n^o 2176, délivré par l'Union vaudoise du Crédit, à Lausanne, à Eugène Badoux, à Cremin, actuellement dû par succession à ses enfants, Adolphe, Héli et Ulysse Badoux, au dit lieu, le 31 juillet 1888, du capital de fr. 1500, titre nominatif avec coupons d'intérêt au porteur.
Vu les art. 846 et suiv., C.-O., sommation vous est faite de produire ce titre au greffe du tribunal civil du district de Moudon, dans un délai de trois ans, dès la date de la première publication, faute de quoi, l'annulation sera prononcée. (W. 25)
Moudon, le 4 mars 1902.

Le président du tribunal: L^s Favre.

Rechtsdomizile. — Domiciles juridiques. — Domicilio legale.

Phoenix Assurance Company Limited,

Compagnie anglaise d'assurance contre l'incendie.

Le domicile juridique de la compagnie pour le Canton de Bâle-Campagne est élu chez M. le Dr Seiler, avocat, à Liestal.
Neuchâtel, le 5 mars 1902.

Pour le PHOENIX, Assurance Company Limited,

Le directeur de la succursale suisse:

Alf. Bourquin.

(D. 22)

Handelsregister. — Register du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister. — I. Registre principal. — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna

Bureau Interlaken.

1902. 5. März. Die Firma Joh. v. Allmen in Lauterbrunnen (S. H. A. B. Nr. 28 vom 4. Februar 1895, pag. 111) ist wegen Reduktion des Geschäfts auf Begehren des Inhabers gelöscht worden.

Genf — Genève — Ginevra

1902. 5. mars. La société en commandite A. Blind et Co., installations et appareils pour le gaz, à Genève (F. o. s. du c. du 26 décembre 1899, page 1101), a été déclarée dissoute à partir du 31 décembre 1899. Sa liquidation opérée par l'associé responsable étant terminée, cette société est en conséquence radiée.

5 mars. Suivant procès-verbal de l'assemblée générale dressé le 28 janvier 1902, par M^e Ch. Alf. Cherbuliez, notaire, à Genève, les actionnaires de la société dite Société Immobilière du Platane, société anonyme établie à Genève (F. o. s. du c. du 23 août 1901, page 1177), ont décidé la dissolution de la dite société ensuite de la vente de ses immeubles, et ont désigné le conseil d'administration de la société, soit: Joachim Zoppino, entrepreneur; Eugène Cavalli, architecte; Victor Guimet, entrepreneur-plombier; Rodolphe Zimmermann, entrepreneur, et Jules Bruder, régisseur, tous demeurant à Genève (tous inscrits), pour en opérer la liquidation, leur donnant pleins pouvoirs à ces fins.

5 mars. Suivant procès-verbal dressé par M^e Ch. Alf. Cherbuliez, notaire, à Genève, le 28 janvier 1902, les actionnaires de la Société Immobilière des Ormeaux, société anonyme ayant son siège à Genève (F. o. s. du c. du 23 août 1901, page 1177), réunis en assemblée générale extraordinaire, ont décidé l'augmentation du capital social, qui sera porté de fr. 54,000 à cent mille francs (fr. 100,000), par la création de 92 actions de fr. 500 chacune, d'ores et déjà souscrites et libérées de un cinquième de leur valeur.

5 mars. Aux termes de la publication qui a été faite dans le journal d'annonces légales, «Le Moniteur Judiciaire», de Lyon, des 24 et 25 décembre 1901, la société anonyme ayant pour titre Société Chimique des Usines du Rhône, anciennement Gilliard, P. Mounet et Cartier, ayant son siège à Lyon, et succursale à La Plaine (Dardagny) (F. o. s. du c. du 8 novembre 1895, page 1140; 28 novembre 1896, page 1321; 28 juin 1898, page 797, et 9 octobre 1900, page 1347), réunie en assemblée générale extraordinaire, le 30 novembre 1901, a décidé la réduction du capital social, qui, du chiffre de fr. 6,000,000 est réduit à la somme de trois millions de francs (fr. 3,000,000), divisé en 30,000 actions de fr. 100

chacune, entièrement libérées, par l'échange de deux actions anciennes, contre une nouvelle.

5 mars. La raison Philippe Cuchet, aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 21 février 1883, page 179), est radiée ensuite de l'association ci-après contractée.

Les suivants: Philippe-Henri Cuchet, et son fils, Jaques Cuchet, tous deux de Genève, et y domiciliés, ont constitué aux Eaux-Vives, sous la raison sociale Philippe Cuchet et fils, une société en nom collectif qui commencera le 6 mars 1902, et reprend la suite des affaires de la maison radiée. Genre d'affaires: Combustibles en tous genres. Bureaux et locaux: Rue de Montchoisy.

5 mars. La raison Th. Stiehling, à Genève (F. o. s. du c. du 17 janvier 1884, page 32), est radiée ensuite du décès du titulaire, survenu le 26 octobre 1901.

La maison est continuée depuis cette date, avec reprise de l'actif et du passif sous la raison C. Stiehling, à Genève, par le fils du précédent, Charles Stiehling, de Genève, y domicilié. Genre d'affaires: Opticien. Magasin: 29, Quai des Bergues.

5 mars. Le chef de la maison L^s Pomel, à Jussy, commencée ce jour, est Louis Pomel, de Genève, domicilié à Jussy. Genre d'affaires: Entreprise de bâtiments. Bureau et locaux: à Jussy l'Eglise.

5 mars. La société en nom collectif Bozino et Vinzio, entreprise de menuiserie, aux Eaux-Vives (F. o. s. du c. du 3 mars 1883, page 227), a été déclarée dissoute depuis le 31 décembre 1900. Sa liquidation opérée par les deux associés, étant terminée, cette raison est radiée.

5 mars. La raison L. Sallaz, épicerie, à Genève (F. o. s. du c. du 12 novembre 1883, page 960), est radiée d'office ensuite de faillite du titulaire, prononcée par jugement du tribunal de première instance de Genève, en date du 27 février 1902.

II. Besonderes Register — II. Registre spécial — II. Registro speciale.

Streichungen: — Radiations: — Cancellazioni:

Zürich — Zurich — Zurigo

1902. 5. März. Othmar Zeller, Masseur, von Zürich, in Zürich I, geb. 14. März 1853, infolge Verzichtes (S. H. A. B. Nr. 247 vom 1. Oktober 1897, pag. 1014).

Notenverkehr zwischen den schweizerischen Emissionsbanken Mouvement de billets entre les Banques d'émission suisses Im Monat Januar 1902 — au mois de janvier 1902.

Ordnungs-Nr. No d'ordre	Banken — Banques	Erhaltene eigene Nolen	An die emittirende Bank gesandte Nolen
		Propres billets reçus	Billets expédiés à la Banque qui les a émis
		Fr.	Fr.
1	St. Gallische Kantonalbank	920,950	116,900
2	Basellandschaftliche Kantonalbank	33,900	14,700
3	Kantonalbank von Bern	726,850	1,033,900
4	Banca cantonale ticinese	103,550	—
5	Bank in St. Gallen	763,450	98,750
6	Crédit agricole et industriel de la Broye	78,550	34,450
7	Thurgauische Kantonalbank	275,700	81,550
8	Aargauische Bank	303,550	39,350
9	Toggenburger Bank	41,950	32,600
10	Banca della Svizzera italiana	41,350	—
11	Thurgauische Hypothekenbank	75,350	16,600
12	Graubündner Kantonalbank	70,600	24,450
13	Luzerner Kantonalbank	213,750	286,400
14	Banque du commerce	533,250	656,900
15	Appenzell A./Rh. Kantonalbank	8,600	8,650
17	Bank in Basel	1,136,550	2,682,600
18	Bank in Luzern	246,600	130,600
21	Zürcher Kantonalbank	833,150	2,593,700
23	Bank in Schaffhausen	91,900	69,600
24	Banque cantonale fribourgeoise	18,000	100
26	Banque cantonale vaudoise	909,950	464,950
27	Ersparniskasse des Kantons Uri	27,050	8,650
28	Kantonale Spar- und Leihkasse von Nidwalden	35,000	1,700
30	Banque cantonale neuchâteloise	165,550	156,250
31	Banque commerciale neuchâteloise	182,700	30,800
32	Schaffhauser Kantonalbank	41,900	82,600
33	Glarner Kantonalbank	50,200	27,700
34	Solothurner Kantonalbank	100,000	60,900
35	Obwaldner Kantonalbank	20,050	4,450
36	Kantonalbank Schwyz	57,400	55,900
37	Credito Ticinese	42,450	33,200
38	Banque de l'Etat de Fribourg	98,300	83,050
39	Zuger Kantonalbank	191,800	9,600
40	Banca popolare di Lugano	53,300	30,850
41	Basler Kantonalbank	539,600	155,100
42	Zuger Kantonalbank	31,100	8,700
	Total	9,121,800	9,121,900
	Durchschnitt des II. Semesters 1901 Moyenne du II ^e semestre 1901	3,940,950	3,940,950

General-Monats-Bilanz vom 31. Januar 1902

verglichen mit dem Vormonat.

Passiven.	31. Dezember		31. Januar	
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
Noten in Händen Dritter	222,844,960	—	201,584,660	—
Eigene und andere Noten in Kassa	15,780,050	—	80,490,660	—
Noten-Emission	238,625,000	—	282,025,800	—
Giro- und Checks-Konti	25,588,088	69	26,495,980	98
Depositen- und Kassascheine	2,189,119	17	2,248,576	99
Emissionsbanken und Zweiganstalten	107,480,803	80	108,385,940	04
Korrespondenten-Kreditoren	17,007,856	81	37,598,581	85
Konto-Korrent-Kreditoren	125,104,781	57	137,113,638	88
Diverse	770,408	06	869,862	25
Andere kurzfristige Schulden	276,041,008	10	311,662,464	89
Eigen-Wechsel	5,658,863	25	5,890,823	40
Tratten und Acceptationen	16,999,714	49	17,011,438	01
Wechsel-Schulden	21,653,077	74	22,902,261	41
Konto-Korrent-Kreditoren	49,594,352	57	52,851,167	02
Sparkassa-Einlagen	297,587,825	26	308,284,206	90
Depositen-Scheine und Obligationen	647,072,795	65	656,268,011	49
Feste Anleihen	30,114,100	—	30,144,100	—
Diverse	949,040	76	912,649	77
Andere Schulden auf Zeit	1,025,318,114	24	1,078,405,135	18
Reservfonds, ordentlicher und ausserordentlicher Gesellschafts-Konti	39,002,918	75	39,949,150	85
Eingezahltes Kapital	64,228,521	54	26,890,195	16
	195,775,000	—	196,775,000	—
Eigene Gelder	299,001,440	29	262,554,346	01
Ausstehendes Kapital	7,000,000	—	6,500,000	—
	1,867,638,640	37	1,914,049,507	49
Aktiven.				
Gesetzliche Bardeckung der Noten-Zirkulation	98,444,720	—	88,961,540	—
Verfügbare Barschaft	24,881,305	—	28,981,965	—
Eigene Noten	5,018,200	—	9,621,450	—
Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken	10,766,850	—	20,869,200	—
Uebrigere Kassebestände	1,980,388	15	2,060,291	17
Kassa	135,986,363	15	150,444,446	17
Emissionsbanken und Zweiganstalten	118,980,509	86	116,457,781	41
Korrespondenten-Debitoren	52,858,910	72	88,784,395	09
Diverse	1,861,196	83	5,285,463	94
Kurzfristige Guthaben	167,650,616	91	208,477,590	44
Diskonto-Schweizer-Wechsel (inkl. Inkasso)	191,881,487	89	181,957,624	92
Wechsel auf das Ausland	46,862,825	98	40,566,548	19
Wechsel mit Faustpfand (inkl. Warrants)	46,579,818	95	45,081,453	26
Wechselforderungen	285,294,082	32	267,545,621	37
Konto-Korrent-Debitoren	228,088,198	65	240,830,120	87
Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit	146,570,711	76	152,290,920	42
Hypothekar-Anlagen	678,322,672	49	678,642,911	23
Effekten (öffentliche Wertpapiere)	149,529,080	58	162,951,192	72
Liquidationen und Diverse	1,721,295	81	1,397,777	55
Andere Forderungen auf Zeit	1,199,181,908	59	1,236,112,922	79
Mobilien und Immobilien	11,674,508	59	11,762,871	84
Commanditen und Beteiligungen	4,828,726	58	15,697,381	87
Gesellschafts-Konti	66,022,489	23	24,509,178	01
Feste Anlagen und Gesellschafts-Konti	72,525,674	40	49,968,926	72
Ausstehendes Kapital	7,000,000	—	6,500,000	—
	1,867,638,640	37	1,914,049,507	49

Bilan général mensuel du 31 janvier 1902

comparé avec le mois précédent.

Passif.	31 décembre		31 janvier	
	Fr.	Ct.	Fr.	Ct.
Billets en mains de tiers	222,844,960	—	201,584,660	—
Propres billets et autres billets en caisse	15,780,050	—	80,490,660	—
Emission de billets	238,625,000	—	282,025,800	—
Comptes de virement et de chèques	25,588,088	69	26,495,980	98
Bons de caisse et de dépôts	2,189,119	17	2,248,576	99
Banques d'émission et succursales	107,480,803	80	108,385,940	04
Correspondants créanciers	17,007,856	81	37,598,581	85
Comptes-courants créanciers	125,104,781	57	137,113,638	88
Divers	770,408	06	869,862	25
Autres engagements à courte échéance	276,041,008	10	311,662,464	89
Billets à ordre	5,658,863	25	5,890,823	40
Traits et acceptations	16,999,714	49	17,011,438	01
Engagements par effets de change	21,653,077	74	22,902,261	41
Comptes-courants créanciers	49,594,352	57	52,851,167	02
Dépôts en caisse d'épargne	297,587,825	26	308,284,206	90
Bons de dépôts et obligations	647,072,795	65	656,268,011	49
Emprunts fixes	30,114,100	—	30,144,100	—
Divers	949,040	76	912,649	77
Autres engagements à terme	1,025,318,114	24	1,078,405,135	18
Fonds de réserve ordinaire et extraordinaire	39,002,918	75	39,949,150	85
Comptes d'ordre	64,228,521	54	26,890,195	16
Capital versé	195,775,000	—	196,775,000	—
Fonds propres	299,001,440	29	262,554,346	01
Capital non versé	7,000,000	—	6,500,000	—
	1,867,638,640	37	1,914,049,507	49
Actif.				
Couverture légale des billets en circulation	98,444,720	—	88,961,540	—
Espèces disponibles	24,881,305	—	28,981,965	—
Propres billets	5,018,200	—	9,621,450	—
Billets des autres banques d'émission suisses	10,766,850	—	20,869,200	—
Autres valeurs en caisse	1,980,388	15	2,060,291	17
Casse	135,986,363	15	150,444,446	17
Banques d'émission et succursales	118,980,509	86	116,457,781	41
Correspondants débiteurs	52,858,910	72	88,784,395	09
Divers	1,861,196	83	5,285,463	94
Créances à courte échéance	167,650,616	91	208,477,590	44
Effets escomptés sur la Suisse (y compris encaissement)	191,881,487	89	181,957,624	92
Effets sur l'étranger	46,862,825	98	40,566,548	19
Avances sur nantissement (y compris warrants)	46,579,818	95	45,081,453	26
Créances sur lettres de change	285,294,082	32	267,545,621	37
Comptes-courants débiteurs	228,088,198	65	240,830,120	87
Obligations sans engagement par lettres de change	146,570,711	76	152,290,920	42
Créances hypothécaires	678,322,672	49	678,642,911	23
Effets publics	149,529,080	58	162,951,192	72
Liquidations et divers	1,721,295	81	1,397,777	55
Autres créances à terme	1,199,181,908	59	1,236,112,922	79
Mobilier et immobilier	11,674,508	59	11,762,871	84
Commandites et participations	4,828,726	58	15,697,381	87
Comptes d'ordre	66,022,489	23	24,509,178	01
Placements fixes et comptes d'ordres	72,525,674	40	49,968,926	72
Capital non versé	7,000,000	—	6,500,000	—
	1,867,638,640	37	1,914,049,507	49

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Anleihen der verstaatlichten schweizerischen Eisenbahnen.

Der freihändige Rückkauf von schweizerischen Eisenbahnen vollzog sich bisher auf dem Fusse, dass dieselben in Aktiven und Passiven vom Bunde übernommen wurden. Daraus erwächst der Bundesbahnverwaltung die Verpflichtung, die zur Zeit der Uebernahme vorhandenen Anleihen nach Inhalt der bezüglichen Schuldtitel zu verzinsen und zu amortisieren, und es wird damit zugleich die Frage der Kündigung bzw. Konversion solcher Anleihen auf die Tagesordnung gesetzt.

Ausser Betracht fallen dabei einstweilen, unbekümmert um den Zinssuss, diejenigen Anleihen, deren Kündigung oder verstärkte Amortisation laut Tenor des Titels noch in weite Ferne gerückt ist. Der Zinssuss von 3 1/2 % entspricht ferner der gegenwärtigen Lage des Geldmarktes und die Abwärtsbewegung müsste noch ganz ausgesprochene Fortschritte machen, bevor man zu einer erfolgreichen Konversion solcher Anleihen schreiten könnte.

Wohl aber hält es der Bundesrat, wie er in seiner Botschaft vom 4. März ausführt, im Einverständnis mit der Generaldirektion der Bundesbahnen für angezeigt, die Konversion solcher 4 % Eisenbahnobligationen ins Auge zu fassen und vorzubereiten, deren Konversion, bzw. verstärkte Amortisation, zur Zeit schon gestattet ist.

In diese Kategorie fallen:

a. Bei der ehemaligen Nordostbahn:

4 % Anleihe vom 1. Oktober 1887 von Fr. 87,000,000, rückzahlbar durch Auslosung von 1898—1954.

Vom 1. April 1897 an halbjährliche Kündigung zur teilweisen oder gänzlichen Rückzahlung vorbehalten.

4 % Anleihe vom 1. März 1889 von Fr. 5,000,000, rückzahlbar 1. Dezember 1903.

Vom 1. Juni 1897 an halbjährliche Kündigung zur teilweisen oder gänzlichen Rückzahlung vorbehalten.

4 % Anleihe vom 1. Juni 1898 von Fr. 15,000,000, rückzahlbar 1. Mai 1913.

Nach vorausgegangener 6monatlicher Kündigung ganze oder teilweise Rückzahlung frühestens am 1. Mai 1903 vorbehalten.

4 % Anleihe vom 19. Mai 1899 von Fr. 10,000,000, rückzahlbar 1. Mai 1914 ohne Kündigung.

Nach vorausgegangener 6monatlicher Kündigung ganze oder teilweise Rückzahlung frühestens am 1. Mai 1903 vorbehalten.

b. Bei der ehemaligen Centralbahn:

4 % Anleihe vom 1. März 1892 von Fr. 15,000,000, rückzahlbar 1915—1957 durch Auslosung.

Vom Jahre 1900 an auf 6monatliche Kündigung ganze oder teilweise Rückzahlung vorbehalten.

4 % Anleihe vom 23. März 1900 von Fr. 16,000,000, rückzahlbar 15. November 1910.

Nach vorausgegangener 6monatlicher Kündigung ganze oder teilweise Rückzahlung vom 15. November 1903 an für beide Teile vorbehalten.

Der Bundesrat ist keineswegs der Ansicht, dass ohne weiteres die Konversion dieser Anleihen vorzunehmen sei; er hält es vielmehr als im allseitigen Interesse liegend, wenn das feste Klassement der 3 1/2 % Bundesbahnobligationen, welches sich gegenwärtig vollzieht, nicht dadurch beeinträchtigt wird, dass allzureichliches Material auf den Markt geworfen wird. Was aber als dringlich erscheint, sei das, dass der Bundesrat mit den nötigen Vollmachten ausgerüstet sei, um im gegebenen Momente handeln und eine günstige Situation ausnützen zu können.

Dass diese Vollmacht von der Bundesversammlung auszugehen hat, steht dem Bundesrat ausser allem Zweifel. Nach Art. 85, Ziffer 10, der Bundesverfassung, steht die Beschlussfassung über Aufnahme von Anleihen der Bundesversammlung zu. Eine Konversion setzt immer die Kündigung eines bestehenden und die Emission eines neuen Anleihe voraus; es erscheint deshalb die Zustimmung der Bundesversammlung auch zur Konversion eines Anleihe als unerlässlich, immerhin mit dem Vorbehalte, dass diese Zustimmung auch in Form einer Vollmachtserteilung erfolgen kann. Das Eisenbahnrückkaufgesetz seinerseits bestätigt in Art. 7 ausdrücklich dieses Recht der Bundesversammlung, soweit es sich um Anleiheoperationen handelt, welche mit der Erwerbung, dem Bau und dem Betrieb der Bundesbahnen im Zusammenhange stehen.

Was die Konversionsbedingungen betrifft, so betrachtet der Bundesrat dieselben in der Hauptsache als gegebene. Der Typus der zur Konversion anzubietenden Titel wird derjenige der gegenwärtigen 3 1/2 % Bundesbahnobligationen sein, von welchen bereits 200 Mill. Franken, gebildet durch Serien A, B, C und D, in Umlauf gesetzt sind. Damit wird zugleich auch der bestimmten Vorschrift des Eisenbahnrückkaufgesetzes (Art. 7) Genüge geleistet, dass die bezüglichen Anleihen nach einem festen Amortisationsplane längstens binnen sechzig Jahren zu amortisieren sind.

Der Zeitpunkt der Konversionsofferte nebst übrigen Modalitäten wird bei der Natur des Gegenstandes und nach bisheriger Übung dem Ermessen des Bundesrates, im Einvernehmen mit der Bundesbahnverwaltung, anheim zu stellen sein.